

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 17 janvier 2024
(Convocation du 10 janvier 2024)

Aujourd'hui, le 17 janvier 2024 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	4 4	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Foncier - Risques fluviaux - Espace de mobilité de l'Adour moyen landais - Acquisition foncière sur la commune de Souprosse

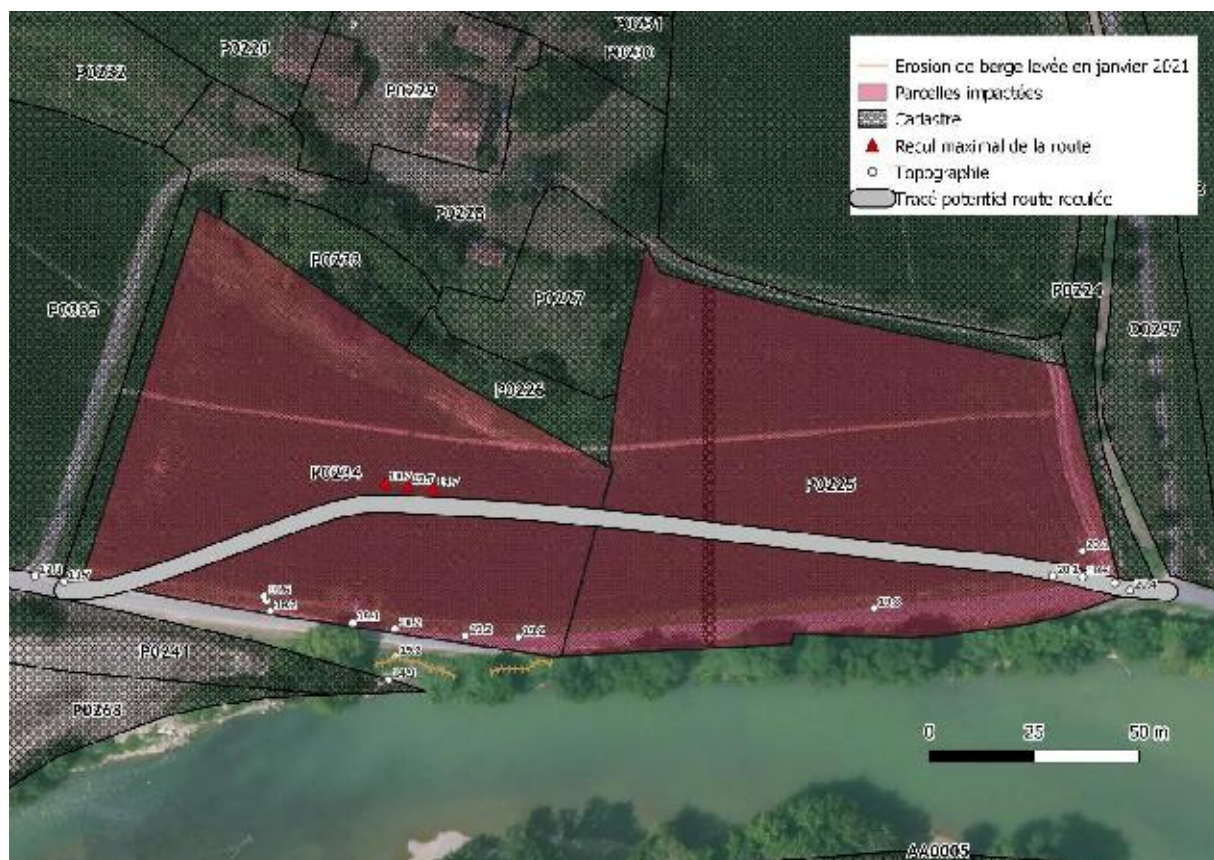
Exposé des motifs :

Afin de permettre la restauration de l'espace de mobilité de l'Adour moyen landais initiée dans les années 2000, une politique d'acquisition foncière a été menée et récemment validée par délibération n°CMF54/2021 en date du 8 décembre 2021 approuvant notamment la fiche programme n°41.

Sur la commune de Souprosse, une érosion de berge de l'Adour menace en rive droite une route communautaire (route de Guirette). Un projet global, porté par l'Institution Adour, en partenariat avec la communauté de communes du Pays Tarusate, la commune de Souprosse et le syndicat Adour Midouze prévoit le recul de cette voirie (communauté de communes) et l'aménagement de l'espace acquis en berge à pente douce (SAM).

Dans le cadre de ce projet, l'Institution Adour doit au préalable se porter acquéreur de l'emprise foncière nécessaire à la réalisation de ces aménagements, soit :

Section	N°	Commune	Contenance parcelle (m²)	Contenance estimée (m²)*	Nature
P	234	Souprosse	7 740	2 260	Terres
P	225	Souprosse	8 860	2 388	Terres
Total			16 600	4 648	



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Par avis du 6 septembre 2023, la SAFER Nouvelle-Aquitaine a estimé à 12 763 € le coût de l'acquisition étant précisé qu'il se décompose de la manière suivante :

- 4 183,20 € la valeur du bien à acquérir,
- 8 580 € de compensation des frais à engager par le vendeur pour le raccordement au réseau d'irrigation de l'ASA de Souprosse dans la mesure où sa station individuelle est située sur l'emprise du projet.

A noter que, comme indiqué dans la fiche programme afférente (fiche n° 41 du programme d'actions 2022), l'opération est susceptible de bénéficier d'un accompagnement financier de l'agence de l'eau Adour-Garonne : 80 % pour la valeur du foncier (y compris actes notariés et géomètres) et 50 % pour les frais annexes tels que le raccordement au réseau d'irrigation.

Vu la délibération n°CMF54/2021 de l'Institution Adour en date du 8 décembre 2021,
Considérant l'avis de valeur de la SAFER Nouvelle-Aquitaine en date du 6 septembre 2023,
Considérant la promesse de vente signée en date du 23 décembre 2023 par le propriétaire du bien, Monsieur Xavier Larrezet,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'autoriser le président à procéder à l'acquisition des parties des parcelles sises sur la commune de Souprosse, section P, numéros 225 et 234 pour une contenance totale de 4 648 m² pour un coût total de 12 763 €,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 janvier 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE